

# L'Asie du Sud-Est et la tentation autoritaire | L'impact du modèle chinois

Sophie Boisseau du Rocher et  
Emmanuel Dubois de Prisque

**On observe, ces dernières années, que la Chine de Xi Jinping teste dans les pays d'Asie du Sud-Est l'attractivité de son « modèle », autoritaire et sophistiqué. La mise en place de « démocraties » dans des pays comme la Thaïlande, la Malaisie et les Philippines, peut-il, dès lors, être vu comme un effet du raidissement du modèle chinois et de l'attraction qu'il produit sur ces régimes ? Il apparaît bien que oui : en Chine comme dans ces pays, démocratie et État de droit sont de plus en plus vus comme des utopies dangereuses pour la stabilité et la prospérité.**

Le temps est loin où les pays occidentaux pouvaient rêver d'un monde modelé à leur image et où le projet démocratique portait en lui les promesses d'un avenir assurément meilleur. Après les désordres politiques de la crise de 1997, on croyait pourtant la cause entendue en Asie du Sud-Est : les débâcles autoritaires, qui avaient largement alimenté les turbulences, laissaient espérer la mise en place de mécanismes porteurs de progrès démocratiques bénéfiques pour l'ensemble des citoyens, c'est-à-dire d'un État de droit garantissant une meilleure égalité civile, juridique et politique.

Las : en plus d'une reprise rapide de la croissance grâce à la chaudière chinoise (reprise qui a suspendu la mise en œuvre des réformes), les événements du 11 septembre 2001 auront un double impact sur cette rénovation en fragilisant les structures et les mécanismes démocratiques nouvellement institués et en réintégrant le paramètre militaire et les forces armées dans l'espace politique. De soubresauts spasmodiques en crises profondes, la transformation politique de l'Asie du Sud-Est ne se produit pas de façon linéaire ; les excès débridés auxquels on assiste aujourd'hui laissent présager un sombre avenir pour les transitions démocratiques.

Parmi les processus et interactions à l'œuvre, le facteur chinois n'est pas des moindres. Il s'exprime sur de multiples terrains en créant des interdépendances qui enserrant plus ou moins finement les dirigeants comme les sociétés dans des flux qui pourraient potentiellement ramener la région dans des schémas de dépendance qu'il paraît opportun d'explorer plus à fond. Avec en pointillé, une question cruciale : la concomitance des temps entre les pressions chinoises et la tentation autoritaire telle qu'elle se manifeste en Asie du Sud-Est est-elle fortuite? Qu'annonce-t-elle ?

Les pressions chinoises plus ou moins ostentatoires selon les terrains se produisent dans le contexte de la mondialisation, une mondialisation marquée historiquement par le fait colonial et ce qu'il suppose de rapports de force avec le monde extérieur et de compromission par rapport à soi. Précisément, aujourd'hui, on observe un sentiment de résistance face à une occidentalisation imposée dans un premier temps par la colonisation et dans un second temps, par une mondialisation libérale qui a longtemps vanté, dans un discours abrasif et pontifiant, les mérites de la « démocratie de marché » ; les valeurs asiatiques que l'on croyait mises au placard après les manifestations citoyennes post-crise de 1997, ont été magistralement évoquées par Xi Jinping pour expliquer le refus de tomber dans le diktat des droits individuels et de la concurrence politique arbitrée par un électorat manipulé et pour flatter un nationalisme conquérant. La compromission par rapport à soi prend la forme de la défense d'intérêts acquis au nom d'intérêts supérieurs à défendre et de cultures politiques à défendre. La fameuse universalité des valeurs démocratiques est sur la sellette ; c'est sur le terrain des idées et des valeurs que la Chine veut désormais laisser son empreinte.

Cette remise en cause se nourrit à la fois de la crise que traversent les pays occidentaux et de l'attractivité supposée du modèle chinois. Le télescopage des temps joue pour l'instant en faveur de la Chine. La faiblesse économique persistante de l'Union européenne, le ralentissement américain et les défis géopolitiques, migratoires et civilisationnels auxquels ces régions sont confrontées ont mis à mal l'évidence selon laquelle un régime politique fondé sur la garantie des libertés favorisait nécessairement la croissance et le développement, et *in fine* l'augmentation de la puissance d'un pays. La montée des populismes en Europe, le *Brexit*, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis sont autant d'événements qui interrogent très profondément l'Asie du Sud-Est sur la pertinence, voire le bien-fondé, de la pratique démocratique. À l'inverse, la croissance qu'a connue la Chine depuis trente ans, sa capacité à faire respecter la stabilité et à accroître sa puissance sur la scène internationale conforte l'intérêt de découpler libertés politiques et libertés économiques. Plus encore, la présence d'une élite soudée par des intérêts convergents et agissante, qui contrôle et soumet le reste de la société, pourrait devenir une condition nécessaire de la puissance puisque cette élite « corrige » les éventuels errements de l'opinion publique au nom de l'intérêt national. C'est ce nouvel équilibre autoritaire que les autorités chinoises opposent de plus en plus souvent aux manquements et aux risques démocratiques ; et l'Asie du Sud-Est est un terrain de prédilection pour la démonstration.

Ainsi, depuis la crise financière de 2008, on y observe une lente mais substantielle dérive autoritaire qui prend des formes différentes selon les États mais signent un éloignement d'une gouvernance démocratique, ou plus simplement d'un État de droit, auxquels au demeurant, les dirigeants, voire les sociétés, n'ont jamais totalement souscrits.

Entre tentation autoritaire, corruption démocratique et nouvelles exigences citoyennes, il est difficile de lire correctement les évolutions politiques des pays d'Asie du Sud-Est. Toute comparaison peut se révéler simplificatrice. Cependant, trois États paraissent plus à risque que d'autres et méritent une attention particulière : Malaisie, Thaïlande, Philippines. Ce seront donc eux qui fourniront les illustrations à nos hypothèses.

## L'émergence et la cristallisation d'un « modèle chinois » attractif aux yeux des élites des pays d'Asie du Sud-Est

Le cours d'une histoire tumultueuse au vingtième siècle a éloigné les pays d'Asie du Sud-Est et la Chine. Le virage engagé par Deng Xiaoping et la redécouverte par la Chine de ses propres traditions ont entraîné la fin de cette occultation et les deux régions ont redécouvert les logiques de proximité. Au moment de son arrivée au pouvoir, les experts s'interrogeaient sur les intentions de Xi Jinping et les évolutions possibles du régime communiste chinois ; le scénario d'un renforcement autoritaire n'était pas considéré comme sérieux. Aujourd'hui pourtant, le parti-État n'a jamais concentré autant de pouvoir depuis Mao et à sa tête, Xi Jinping n'hésite pas à renforcer son contrôle à la veille du dix-neuvième congrès. En plus de « *sa fierté historique et nationale* », la Chine de Xi revendique dorénavant son modèle autoritaire.

### Le tournant Xi Jinping (2012-2013), pour la Chine et pour le monde

A l'issue du dix-huitième congrès du parti communiste chinois, en novembre 2012, Xi Jinping arrive au pouvoir. Ce fut un choc : depuis Jiang Zemin et surtout Hu Jintao, les deux précédents présidents de la République populaire de Chine, les observateurs avaient pris l'habitude de considérer le pouvoir chinois comme un pouvoir collégial. Le Parti communiste, échaudé par l'expérience traumatisante du maoïsme, inquiet des conséquences de la chute du mur de Berlin et de celles de la perestroïka, se réfugiait dans une collégialité rigide qui reflétait le sentiment d'insécurité du régime dans son ensemble. Cette vision d'une Chine inquiète et peu susceptible de voler la vedette aux leaders occidentaux, flattait le narcissisme de ceux qui en Occident n'imaginaient rien d'autre pour la Chine qu'un avenir en forme de démocratie libérale, généré par l'émergence d'une économie de marché.

Avec Xi Jinping, tout changea rapidement. Dès le début de l'année 2013, la poigne du nouveau leader chinois se fit sentir. La lutte contre une corruption endémique à tous les échelons du pays lui donna l'occasion de se débarrasser de ses concurrents et de s'imposer seul à la barre du pays. L'homme fort de la Chine prit symboliquement entre ses mains la demande de justice et de vengeance de la population chinoise, écœurée par les excès des nouveaux riches. Il bénéficiait ainsi d'un soutien important dans la population, même si ce soutien reste difficile à estimer : la seule idée que les dirigeants du Parti communiste pourraient être impopulaires reste taboue en Chine.

Cette purge s'accompagnait d'un discours nouveau, en direction de la communauté internationale : l'humanité avait devant elle un « *futur commun* » et partageait des intérêts que la Chine, non contente de définir elle-même, se proposait de défendre, par une action résolue en faveur de la globalisation économique. Au même moment, les pays occidentaux étaient fragilisés par la conséquence des crises financières et monétaires des deux côtés de l'Atlantique. Sur le plan géopolitique, ils s'empêtraient dans des interventions au Moyen-Orient dont un des effets induits était de nourrir un terrorisme islamiste d'une radicalité et d'une ampleur inédites, en guerre ouverte contre le système libéral qu'ils incarnent. A cela s'ajoutaient au sein de leurs propres populations, des doutes de plus en plus manifestes à l'égard du modèle occidental fondé sur l'ouverture et la globalisation.

En quelques années, un monde nouveau émerge. Les alliances les plus évidentes se délitent et de nouvelles convergences s'esquissent. Avec Donald Trump aux affaires, l'Occident se divise et plus personne ou presque ne songe à critiquer la Chine pour les atteintes aux droits de l'homme qui naguère encore la mettaient au ban des nations. La confiance des pays occidentaux s'évapore comme neige au « soleil rouge » qui se lève nous seulement sur l'Orient mais sur le monde dans son ensemble. Les pays voisins de la Chine (Inde et Japon exceptés), satellisés par sa masse, n'osent guère exprimer les craintes que leur inspire sa montée en puissance. Plus encore, le modèle chinois fondé sur un contrôle étroit de la population à l'intérieur et sur l'affirmation claire des intérêts nationaux à défendre vis-à-vis de l'étranger, semble de plus en plus attrayant pour les pays voisins de la Chine, notamment d'Asie du Sud-Est où la greffe démocratique en provenance des pays occidentaux connaît des évolutions erratiques.

La figure de Xi Jinping, empereur moderne « éclairé », émerge alors même que l'Occident connaît une crise du pouvoir exécutif. Triomphe de l'hyper-démocratie oblige, le pouvoir exécutif doit s'exercer de plus en plus sous le feu roulant des critiques des contre- et autres cinquièmes pouvoirs. Aux États-Unis ou en France, le président, et les hommes politiques en général, vivent sous la tyrannie de la « transparence », imposée par l'opinion publique et les médias. La Chine quant à elle, propose aux élites des pays tiers un modèle attrayant fondé sur une véritable puissance exécutive et sur l'opacité de ce même exécutif. Alors qu'en Occident le Prince exerce ses fonctions sous l'œil scrutateur d'une opinion publique vindicative et hargneuse, le Prince en Chine peut quant à lui mettre en place impunément un système global de contrôle et d'observation de la société. En Chine, *Big Brother* et le Prince ne font qu'un. En Occident, un *Big Brother* médiatico-juridico-populaire tient à l'œil ses dirigeants et les sanctionnent quand nécessaire, ou quand il en tire parti pour ses propres intérêts. D'une

façon hautement révélatrice, ici et là-bas, le politiquement correct exerce son pouvoir selon des lignes et des sacralités différentes : en Chine, impossible de rire du Prince et des symboles nationaux, alors même qu'en Occident il devient à peu près impossible de se moquer d'autre chose que du Prince. Ce contraste est on ne peut plus éclatant aujourd'hui alors que le *Trump-bashing* est devenu un sport national aux États-Unis et que Xi Jinping en Chine est hors de portée de toute critique publique.

## Le modèle chinois sous Xi Jinping : un autoritarisme modernisé et sophistiqué

Alors que la démocratie occidentale connaît une crise profonde de la représentation politique qui se traduit par la montée de l'abstention, le discrédit des partis et plus généralement la faible identification des citoyens à leurs représentants, le pouvoir chinois paraît s'imposer à sa population avec toute la force d'une fatalité inscrite dans la nature des choses que nul ne pourrait légitimement contester. La fragilité de la position des dirigeants dans le modèle politique démocratique contraste avec la solidité apparente de la position des dirigeants dans le modèle politique chinois.

Le modèle que la Chine impose sous nos yeux est un mélange d'archaïsme sacrificiel et de modernité autoritaire. La défense d'une archaïque harmonie au sein d'une communauté sans cesse menacée par la violence de la division est une constante du discours politique chinois contemporain depuis que ses dirigeants ont redécouvert les vertus de la mise en avant de la pensée classique chinoise, interprétée selon les besoins d'un État autoritaire. La rhétorique punitive de ses dirigeants (1) est en outre portée par la croyance en la vertu d'exemplarité de la sanction pour faire régner l'ordre politique et l'harmonie sociale chers à la pensée traditionnelle chinoise, ou plutôt à une certaine veine de la pensée classique chinoise, celle du légisme (2).

Pour justifier de l'attractivité de son modèle politique en Asie du Sud-Est, la Chine joue sur deux tableaux : d'une part, elle nourrit le doute des élites de nombreux pays bousculés par l'hyper-démocratie occidentale et qui s'interrogent sur la pérennité du système libéral en terrain local ainsi que sur son adéquation avec leur culture politique; d'autre part, elle accompagne de ses largesses généreuses ce mouvement de remise en cause, intéressée qu'elle est à ce basculement politique. La question politique de fond essentielle aujourd'hui en Asie du Sud-Est consiste à mesurer l'attachement réel des sociétés civiles à un modèle politique plus qu'à un autre et leur adhésion ou leur résistance à ce basculement : le résultat n'est pas écrit par la seule volonté des dirigeants.

---

(1) La Chine exécute aujourd'hui largement plus de condamnés à mort que l'ensemble des autres pays.

(2) Voir à propos du légisme, Jean Lévi, *Les Fonctionnaires divins*, Le Seuil, 1989 et pour son importance dans l'histoire de la pensée classique chinoise, *Le Tao du Prince*, Le Seuil, Point Sagesse, 1999 (introduction). Pour une application à la politique de Xi Jinping aujourd'hui, voir Emmanuel Dubois de Prisque, « La Voie étroite du Prince », *Monde chinois*, n°48, pp.53-61.

Pour Xi Jinping et un Parti Communiste chinois encore imprégné de culture totalitaire, l'essentiel est de préserver le contrôle du pouvoir politique. Cette finalité justifie qu'elle s'appuie sur les techniques de gouvernance les plus modernes : la Chine prévoit ainsi à terme de donner des brevets de vertu chiffrés à ses citoyens, grâce à la mise en place d'un système de contrôle généralisée de sa population. La vertu de chaque individu fera l'objet d'une évaluation chiffrée qui sera la source de droits différenciés (droits de travailler dans l'administration, de voyager à l'étranger, etc.) (1).

L'émergence de Xi Jinping s'accompagne en outre d'un culte de la personnalité qui est encore loin de ce que la Chine a connu avec Mao, mais qui passe par une sacralisation des attributs de la nation. Les discussions politiques en Chine ne peuvent porter sur certains sujets qu'avec des précautions qui sont propres à celle des rituels religieux, dans d'autres contextes. Une religiosité intense se dégage de la politique en Chine, non seulement dans les grandes messes rituelles du parti, mais aussi par exemple dans les slogans politiques dont la présence dans les villes chinoise est presque aussi obsédante pour celui qui lit quelque peu le chinois que celle de la publicité des grandes marques de l'hyper-capitalisme qui triomphe aujourd'hui dans l'Empire du Milieu.

## Quel universalisme pour le modèle chinois ?

Les élites chinoises font souvent savoir à leurs interlocuteurs à quel point la Chine a depuis le dix-neuvième siècle absorbé une vaste influence occidentale : les sciences et les techniques occidentales, son économie, sa pensée, via notamment le marxisme et le libéralisme, ont reconfiguré la Chine contemporaine. Ce qui compte ici c'est de noter, en contraste avec le sentiment d'avoir dû absorber le modèle occidental, à quel point les dirigeants chinois sont aujourd'hui soucieux de proposer leur système en modèle, voire de l'exporter. Après avoir été contraints de s'occidentaliser pendant des décennies, les élites chinoises ont soif de compensation : « siniser » des élites qui, avec la crise du modèle occidental, ne savent plus à quel saint se vouer. C'est sans doute une motivation plus ou moins consciente du projet des « Nouvelles Routes de la Soie » (BRI, *Belt and Road Initiative*), qui constitue selon le président chinois Xi Jinping, s'exprimant dans le cadre d'un sommet international organisé autour de cette initiative à la mi-mai 2017 à Pékin, « le projet du siècle » et favorisera l'émergence d'un « nouvel âge d'or » de la globalisation.

Certes, l'attractivité du modèle chinois sur les populations reste à prouver en raison de sa violence et des fortes contraintes qu'il impose à la population générale des pays qui seraient tentés de l'adopter. Mais son attrait, et sa capacité d'entraînement, est indéniable sur les élites des pays d'Asie du Sud-Est qui écoutent avec une impatience de plus en plus manifeste les leçons de démocratie qu'osent encore leurs faire ONG et partenaires occidentaux. Avec le projet des « Nouvelles Routes de la Soie », la Chine propose à ses voisins de se rallier au

---

(1) Voir "Josh Chin et Gillian Wong, « China's New Tool for Social Control: A Credit Rating for Everything », *Wall Street Journal*, 28 novembre 2016, "China invents the digital totalitarian state", *The Economist*, 17 décembre 2016 et Emmanuel Dubois de Prisque, « La République populaire note les Chinois », *Causeur.fr*, 29 avril 2015.

système vainqueur : celui d'un dirigisme économique et politique prometteur mais d'une glaciation sociétale. Un système qui permet aux sociétés d'incarner la nation et ses intérêts dans son ensemble – un rôle autrement valorisant que celui qui est le leur dans le système occidental –, et aux élites de tirer un profit sonnante et rébuchant immédiat en plus d'être valorisées pour leur vision alors qu'elles doivent en permanence répondre de leurs choix et de leurs actes face à une opinion publique souvent ingrate et toujours volage dans le système démocratique.

## La diffusion du modèle chinois dans les pays d'Asie du Sud-Est

Pour convaincre d'une possible capacité d'exportation de son modèle et devenir une puissance inspirante, la Chine a besoin de justifier d'une greffe réussie : l'Asie du Sud-Est constitue naturellement un espace de choix pour cette ambition. Pour des raisons objectives (proximité géographique et localisation sur les grands axes d'échange, liens historiques, présence de communautés chinoises, potentiel économique) ainsi que des raisons géopolitiques (concurrence avec les États-Unis), Pékin ne peut négliger l'Asie du Sud-Est. « *Nous sommes la seule région au monde qui soit d'emblée accueillante et compréhensive aux intérêts chinois : cela a de la valeur. Les relations y sont plus simples, plus faciles et amicales qu'entre la Chine et le Japon par exemple* » (1). Pékin entretient un lien historique particulier sur lequel capitaliser.

### L'usage du référentiel chinois en Asie du Sud-Est

Rappelons, avant d'aborder la diffusion du modèle chinois, que la Chine et l'Inde sont les deux puissances tutélaires de l'Asie du Sud-Est, dont des éléments civilisationnels ont profondément irrigué la région : ce ne sont pas des partenaires comme les autres et leurs codes culturels, religieux, voire politiques, s'inscrivent profondément dans les mentalités locales. Lucian Pye a remarquablement démontré comment ces deux pôles irradiants avaient affecté l'ensemble des valeurs et tactiques liées à la façon de pratiquer le pouvoir (notamment un pouvoir népotique et patrimonial) (2). Les rapprochements en cours font donc écho à une histoire séculaire, qu'on se plaît à décrire comme une histoire « familiale ». Dans une certaine mesure – et c'est un des arguments implicitement utilisés par Pékin –, la démocratie telle qu'exportée par les pays occidentaux est plus éloignée des pratiques politiques régionales qu'un système hiérarchique déférent.

---

(1) Interview de Kavi Chongkittavorn, Bangkok, mai 2016.

(2) Avant l'intervention coloniale, la région connaissait une relation « tributaire » avec l'Empire du Milieu, basée sur trois éléments : reconnaissance de la centralité de la Chine dans le monde, maintien de la paix aux frontières de l'Empire, et non-ingérence de la Chine dans les affaires internes. Voir Lucian Pye, *Asian Power and Politics : the cultural dimensions of Authority*, Cambridge, Harvard University Press, 1985.

Dans sa stratégie de persuasion, Pékin procède par petits pas : lever les réticences et les réserves, mettre l'accent sur « *la politique de bon voisinage, la paix et la prospérité* », décider d'une coopération fonctionnelle pour éprouver la confiance, octroyer les moyens financiers nécessaires – notamment en ce qui concerne la formation de la jeunesse (1) – et progressivement modifier les perceptions et référentiels en relativisant systématiquement les apports occidentaux, notamment des États-Unis. Un des arguments déclencheurs de ces rapprochements auprès des dirigeants a été la « *non-conditionnalité* » des propositions chinoises : contrairement aux pays occidentaux, la gouvernance chinoise n'a, dans un premier temps, imposé aucune condition politique à l'obtention de prêts, d'aides ou autres financements (2).

Autre élément déclencheur important : les errements démocratiques des pays mentionnés. Dans un premier temps, après la crise de 1997, les pays occidentaux ont vendu l'idée que la démocratie de marché allait s'établir mécaniquement, avec les réformes et la croissance. Mais les difficultés, les pesanteurs et les résistances locales ont montré combien, au-delà des mécanismes, l'idée même d'égalité démocratique restait un concept exogène que les sociétés prennent du temps à s'approprier ; en outre, cette appropriation peut être freinée, voire dévoyée, par toute une série d'obstacles habilement mis en œuvre par les acteurs qui n'ont pas d'intérêt à cette évolution. Les turbulences induites, notamment en Thaïlande, par les tâtonnements démocratiques, ont généré dix ans de chaos, entre apparences démocratiques (notamment électorales) et reprise en main des réseaux décisionnels par des acteurs corporatistes. Les incertitudes générées par la succession monarchique, et notamment le besoin de remettre de l'ordre dans la vie du prince héritier (3), avaient justifié un tour de vis jugé par certains excessif car prenant des allures de chasse aux sorcières personnelle.

Durant ces années de forte agitation politique, la Chine n'a pas bougé au nom du fameux principe de non-ingérence dans les affaires intérieures – silence apprécié pour ce qui était perçu comme une caution. Aux Philippines, la nature féodale de l'organisation sociétale a facilité une politique de patronage, freinant dans les faits tout progrès (en dépit du fait que les Philippines ont été parmi les tout premiers pays en développement à procéder à des élections démocratiques) et affaiblissant les institutions (4). En Malaisie, une politique raciale très discriminante pour les non-Malais a vidé de sens les procédures démocratiques au profit d'un parti fort, censé protéger les intérêts des Bumiputras, ou fils du sol, au détriment des autres ethnies (notamment chinoise et indienne) ; alors que la coalition au pouvoir depuis

---

(1) À titre d'illustration, on rappellera que le Chinois, dont l'apprentissage est généreusement subventionné par l'Ambassade de Chine, est devenu la seconde langue étrangère apprise en Thaïlande.

(2) Si, en août 2016, a été mis en service le premier train *made in China* thaïlandais par le Premier ministre (115 wagons ont été achetés pour un montant de 140 millions de dollars), les discussions pour la construction d'une ligne TGV Nord/Sud sont toujours en cours, la Chine ayant imposé des conditions (la maîtrise des terrains adjacents et des conditions de financement) incompatibles « *avec la souveraineté de la Thaïlande* ». Pour accélérer la décision, le général Prayuth décidait de s'octroyer les pleins pouvoirs le 13 juin 2017 (selon l'article 44 de la constitution). Pékin est rassuré : le projet financé par la Chine (4,8 milliards d'euros) va reprendre dans les meilleurs délais.

(3) On se souvient que la répudiation puis le divorce d'avec sa troisième épouse, la princesse Srirasmi, avaient conduit à un nettoyage de son entourage, dont certains prétendent avoir été victimes sans fondement.

(4) Paul Hutchcroft et Joel Rocamora, "Strong Demands and Weak Institutions: The Origins and Evolution of the Democratic Deficit in the Philippines", *Journal of East Asian Studies*, Vol. 3, n°.2 (mai-août 2003), pp. 259-292.



l'indépendance (1957), le Barisan Nasional, s'essouffle et perd du terrain (élections de 2008/2013), le parti malais renforce son emprise sur les structures étatiques pour empêcher toute possibilité de victoire de l'opposition ; la répression, la corruption et le népotisme sont revenus en force dans cette semi démocratie (1).

## Instaurer la confiance : le vecteur de la coopération fonctionnelle

Amorcé avec la crise pivot de 1997, l'engagement chinois en Asie du Sud-Est a été protéiforme et régulier. Cette logique de l'investissement à long terme constitue un paramètre structurant de l'approche chinoise et il a débuté sous la forme anodine et amicale des échanges commerciaux. Pékin a compris qu'affaiblis par la crise de 1997, les pays d'Asie du Sud-Est entraient dans une phase de vulnérabilité prolongée ; l'intelligence de la Chine a été de lire cette crise à sa juste valeur, une crise systémique qui appelait une réponse systémique et pas seulement économique. Parce que la concomitance des temps l'arrangeait (la Chine débutait son émergence diplomatique mondiale et cherchait à stimuler ses provinces du Sud), parce que les deux partenaires avaient besoin de stabilité et d'assurance, parce qu'enfin, se dessinait déjà la problématique de la rivalité sino-américaine (y compris sur le terrain normatif), la Chine, pragmatique, décidait d'investir le champ régional et lançait toute une série d'initiatives pour « *instaurer la confiance* » et aider ses voisins (2). La Chine se projette à l'horizon lointain d'une trentaine d'années (le centième anniversaire de la victoire du PCC en 2049) ; il y aura des soubresauts, des détours et des contournements, mais la direction est donnée : ce qui est visé à terme est l'instauration d'une « *communauté de destin* » structurée autour de la renaissance du rêve chinois (3).

Ce projet, qui a justifié la mise en place de supports institutionnels et humains importants, déploie à présent ses effets : la Chine est le premier partenaire commercial de la région, un investisseur de plus en plus impliqué et un pourvoyeur d'aide important.

La tactique chinoise est simple : en instaurant une coopération fonctionnelle anodine, elle occupe le terrain, multiplie les contacts, repère les points d'appui et d'influence (les « *infrastructures de confiance* »), se positionne sur tous les terrains ; il y a toujours une délégation chinoise quelque part en Asie du Sud-Est avec la volonté affichée « *d'approfondir les liens, de renforcer l'amitié, de prouver les bonnes intentions* ». Les ambassades chinoises sont parmi les plus étoffées en personnel (4).

---

(1) William Case, « Malaysia, semi democracy with strain points », *iPolitics in Southeast Asia, democracy or less*, Routledge, Londres, 2012, chapitre 4, p. 99.

(2) CAFTA (2002), Partenariat Chine-ASEAN (2003), signature du Traité d'Amitié et de Coopération (2003).

(3) Jean-Pierre Cabestan, « Le rêve chinois de Xi Jinping », *Le système politique chinois : un nouvel équilibre autoritaire*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2014.

(4) La qualité des diplomates chinois dans les pays d'Asie du Sud-Est est la première caractéristique de cette stratégie. Partout, le ministère des Affaires étrangères a placé des diplomates expérimentés, pragmatiques, qui, souvent, n'en sont pas à leur premier séjour dans le pays mais le connaissent déjà et y ont tissé des réseaux professionnels de qualité. Ils maîtrisent parfaitement la langue du pays d'accueil.

Le dynamisme de la Chine et sa capacité d'entraînement – qualifiée d'effet-locomotive – ont donc joué un rôle majeur dans la reprise régionale et modifié sensiblement la perception du grand voisin précédemment associé aux excès du communisme ; les rapprochements politiques ont logiquement suivi. Pour convaincre ses partenaires de la pertinence de son modèle, pour influencer les décisions politiques dans son sens, la Chine a déployé toute une série d'instruments, parmi lesquels les supports humains, évoqués plus haut, ont été déterminants : l'influence transactionnelle chinoise est sous-estimée mais au-delà des représentants officiels – et Pékin entretient des rapports étroits avec la monarchie thaïlandaise (1) –, la Chine dispose sur place de vecteurs d'influence dans tous les secteurs si ce n'est souvent que les chefs de file des communautés chinoises (qualifiées de *bamboo networks*). En l'occurrence, la diplomatie d'influence chinoise n'est plus le seul apanage des diplomates, voire des militaires, mais intègre de plus en plus la société civile et notamment les milieux d'affaires perçues comme des instruments de diffusion de *soft power* efficaces (2) ; lors de sa visite à Pékin en décembre 2014, le général Prayuth s'est déplacé avec une délégation de quatre cents hommes d'affaires. Ce point n'est évidemment pas anodin quand sont évoquées les relations sino-thaïlandaises : les communautés d'affaires sont composées majoritairement de Sino-thaïs qui expliquent, voire défendent, le virage Xi. Des personnalités comme Amorn Apithanakoon, président du grand groupe thaï Galaxy mais aussi d'associations professionnelles sino-thaïes, Dhanin Chearavanont, président du groupe CP, la première multinationale thaïlandaise sont des relais précieux entre Bangkok et Pékin, Henry Sy aux Philippines ou Robert Kuok HockNien en Malaisie sont des porte-paroles emblématiques pour faire entendre le point de vue de Pékin et prévaloir l'intérêt de s'associer au « *rêve chinois* ». Ces agents d'influence constituent des vecteurs efficaces pour amener les acteurs locaux à prendre les décisions qui vont dans le sens attendu (3).

A nouveau, la Chine n'opère pas sur le terrain de la coercition : c'est l'adhésion qui crée la pérennité. Pékin se donne donc les moyens de l'adhésion et à ce titre, Hun Sen, Premier ministre du Cambodge depuis trente-deux ans, a complètement adhéré aux arguments chinois en livrant son pays à une dépendance risquée (4) ! D'autres pays « amis » ont été des cibles privilégiées – Laos, Birmanie/Myanmar et dans une certaine mesure Vietnam –, bénéficiant depuis longtemps des effets du *soft power* chinois (5).

---

(1) Sophie Boisseau du Rocher, « Chine-Thaïlande : jeu de dupes ou convergences durables », *Monde Chinois*, n° 48, mai 2017, pp. 104-111.

(2) En Thaïlande, on ignore souvent que 70% des députés, 75% dans les assemblées provinciales sont issus de la communauté chinoise... pour 10 % de la population thaïlandaise ; Voir Arnaud Leveau, *Le Destin des fils du dragon. L'Influence de la communauté chinoise au Viêt Nam et en Thaïlande*, L'Harmattan, IRASEC, 2003.

(3) En ce sens, Pékin applique une approche wébérienne du pouvoir : le pouvoir est appréhendé comme la possibilité de déterminer, orienter ou diriger la conduite des autres, de ceux avec qui on est en relation.

(4) Phou Sambath, "Cambodia-China Relation: Past, Present and Future", Royal University of Cambodia, <http://www.ncku.edu.tw/cseas/98CSEAS/report%20SEA/CAM/cam11%20phou%20sambath.pdf> et John Ciocari, "A Chinese model for patron-client relations? The Sino-Cambodian partnership", *International Relations of the Asia-Pacific*, mai 2015, pp. 245-278.

(5) Les tentatives chinoises ne datent pas du président Duterte : en son temps, la présidente philippine Gloria Macapagal-Arroyo n'avait pas résisté aux enveloppes. Dans son ouvrage documenté sur la mer de Chine du Sud, Bill Hayton raconte comment les différents acteurs chinois avaient cherché à influencer le processus de négociations engagé avec la Chine en rémunérant grassement la partie philippine. Voir Bill Hayton *The South China Sea, the struggle for Power in Asia*, New Haven, Yale University Press, 2014, pp. 130-135.

Mais il s'agit là de petites cibles pour la Chine et non de partenaires de choix. Pour marquer ses progrès dans la région, trois pays ont été l'objet d'une attention particulière de la part de Pékin : la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines. Que ces trois pays, alliés traditionnels des États-Unis (1), puissent se distancier de Washington représenterait évidemment un signe retentissant de l'intérêt du modèle chinois dont ils s'inspirent. La Thaïlande et la Malaisie suscitent des inquiétudes de fond : la Malaisie parce que les méthodes outrageuses du Premier ministre et la mainmise de l'UMNO sur les rouages politiques nourrissent *in fine* un mécontentement susceptible d'être récupéré par les partis (religieux) radicaux, la Thaïlande parce que la redéfinition des règles du jeu entre les forces armées et le nouveau souverain pourrait accélérer la régression des libertés individuelles et la fin de l'État de droit. Les Philippines enfin se repositionneraient dans la configuration des années 1970 : un autocrate venu du peuple qui impose un régime de loi martiale au nom de la lutte contre un mouvement produit par ses propres abus et manquements : le communisme sous Marcos, l'Islam sous Duterte. Au final, aucune de ces trois configurations ne présage d'un quelconque « rêve », chinois ou pas.

## La mise en place de « démocratues » en Asie du Sud-Est

Après l'arrivée de Xi Jinping à la tête de l'État chinois en 2012, comme par effet de mimétisme, le tour de vis se resserre en Asie du Sud-Est : toute la structure était là pour permettre ce tour de vis « *au nom de la stabilité* » (2). Le fruit est mûr : la démocratie ne permet pas la stabilité, l'alternance est perçue comme un risque qui induit le désordre, la croissance économique est menacée, il est donc légitime de stopper de possibles dérives en restaurant la « *discipline* » pour « *fixer les problèmes de la nation* » (selon les termes du général Prayuth). Le discours et l'exemple de Xi sont accueillis favorablement par des régimes qui cherchent tous les arguments possibles pour justifier leur maintien ou leur prise de pouvoir.

L'effet Xi s'exprime de plusieurs façons mais quatre caractéristiques de la mise au pas chinoise ont trouvé en Asie du Sud-Est un écho particulier : le verrouillage du système par une gouvernance autocratique, le contrôle de l'opposition sous divers prétextes, le contrôle des médias et des informations et un capitalisme autoritaire. A nouveau, Pékin ne s'inquiète pas tant des modalités que de l'esprit : la menace vient de la nature même de la démocratie, de cet égalitarisme jugé dangereux, de cette société civile susceptible de se retourner contre l'État et ses dirigeants ou d'un électorat instable et irresponsable. La menace, c'est bien la démocratie, cette utopie dangereuse pour la stabilité et l'ordre établi.

---

(1) Le traité de défense avec les Philippines date de 1952 et la Thaïlande, qui avait adhéré à l'OTASE (1954-1977), a signé un traité d'amitié en 1966 et un énoncé de vision commune pour l'alliance de défense Thaïlande/États-Unis en 2012 (la Thaïlande est considérée par Washington comme un allié majeur hors OTAN depuis 2003).

(2) Sur le concept de « démocratie », voir Renée Fregosi, *Les nouveaux autoritaires*, Paris, Editions du Moment, 2016.

## Le verrouillage des systèmes politiques

Pour éviter les dérapages et les paroxysmes de crise (du type Tian An Men, confrontations à répétition Rouges/Jaunes à Bangkok, manifestations du mouvement Bersih à Kuala-Lumpur), les pouvoirs mettent en place des soupapes. Le verrouillage des systèmes est patent en Thaïlande et en Malaisie; il se met en place aux Philippines. L'appel d'air créé par les procédures démocratiques et le multipartisme est maîtrisé, voire vidé de sens. En Thaïlande, le dix-neuvième coup d'État perpétré par les forces armées le 22 mai 2014 pour instaurer l'auto-qualifié Conseil National pour la Paix et l'Ordre (CNPO) s'est donné pour mission « *de ramener le bonheur* » – le général Prayuth, le chef du CNPO, a d'ailleurs écrit une chanson sur ce thème (1) – et mettre fin aux clivages. Alors que les États-Unis et l'Union européenne dénoncent la prise du pouvoir par la force et les atteintes à la démocratie, la Chine s'abstient de toute déclaration et active ses vecteurs d'influence sur place. Bien reçus par une junte isolée, elle rassure les militaires et leur octroie des moyens inespérés (2). En décembre 2014 lors de la visite du Premier ministre Li Keqiang, le porte-parole du gouvernement Yongyuth Mayalarp rappelle que cette visite « *est une opportunité pour démontrer que nos problèmes politiques ne sont pas un obstacle à de meilleures relations avec la Chine ni au développement de nos liens commerciaux* ». Il ajoute, et les termes empruntés sont intéressants : « *la situation ici est normale et nous travaillons à la mise en place d'une nouvelle démocratie thaïlandaise* ». Pour l'instant, le gouvernement dirige par décrets.

Alors, à quoi ressemblerait cette « *nouvelle démocratie* » incarnée par des hommes forts ? Ce que les experts observent n'est évidemment pas la mise en place d'une démocratie westministérienne mais une « *démocratie à la chinoise* » qui soumet l'État à un petit groupe de personnalités censées exprimer les besoins du peuple. On observe donc un glissement dangereux : des personnalités providentielles dévoient les institutions et procédures démocratiques au nom du bien du peuple.

En Thaïlande, ce petit groupe éclairé est constitué par la junte autour du général Prayuth qui suspend d'abord la constitution de 2007 jugée trop libérale (mais pourtant déjà éloignée de la « *constitution du peuple* » approuvée en 1997), dissout le Sénat et dans la même opacité qu'en Chine, multiplie les arrestations arbitraires « *au nom de la protection de la monarchie* » et de « *la sécurité de l'État* » ; Amnesty International s'inquiète des méthodes employées et dont sont victimes des personnalités qui réclament une liberté d'expression et le droit de se défendre devant des tribunaux (3). Les membres du Pheu Thai Party (le parti de Yingluck Shinawatra) ou du Front Uni pour la démocratie contre la dictature (UDD) sont

---

(1) Mong Palatino, « Thailand's Happy coup », *The Diplomat*, 16 juin 2014.

(2) La vente des sous-marins en mai 2017 à la Thaïlande a été fortement contestée, dans les médias mais aussi au sein même des forces armées. La rapidité avec laquelle le général Prawit Wongsuwan, ministre de la Défense, a voulu conclure les discussions, laisse supposer, selon divers experts interrogés, qu'il avait un intérêt personnel à cette tractation. Actuellement, des discussions sont en cours pour l'installation et la mise en service d'une usine de réparation de matériel de défense chinoise en Thaïlande.

(3) Suite à l'instauration de la loi martiale en Thaïlande, toute personne inculpée par la junte doit comparaître devant un tribunal militaire. Mais les procès sont biaisés. Les procédures d'appels sont inexistantes et les juges militaires peu à même de statuer sur des affaires impliquant des civils. Voir Amnesty International, *Attitude Adjustment : 100 days under Martial Law*, septembre 2014.

particulièrement visés ; certains comme Prom Janara, défenseur du droit à la terre, sont relâchés au bout de quelques jours ; d'autres, comme Nopporn Suppipat, un homme d'affaires libéral, sont obligés de fuir ; Yingluck Shinawatra, arrêtée par l'armée, est sous surveillance et ne peut quitter le territoire. En janvier 2015, Daniel Russel, Secrétaire d'État adjoint américain, se joint aux condamnations et Glyn Davies, ambassadeur à Bangkok, critique ouvertement en novembre 2015 « *les longues peines de prison* » infligées aux personnes accusées de crime de lèse-majesté. Une nouvelle constitution (le quatrième projet) est approuvée par référendum au terme d'une campagne muselée en août 2016 et promulguée le 6 mars 2017 : cette constitution consacre le pouvoir des militaires, octroie pendant cinq ans des pouvoirs spéciaux à la junte, exempte les militaires de toute violation des droits depuis qu'ils ont pris le pouvoir et lui permet de contrôler toute évolution politique « *contraire aux intérêts du peuple* ». Un peuple qui ne peut plus élire ses représentants, les membres du Sénat étant dorénavant nommés par la junte (l'Assemblée étant élue à la proportionnelle). Un Comité, chargé de fixer les orientations du gouvernement à un horizon de vingt ans, est créé.

Même concentration de pouvoir en Malaisie où les mauvais résultats des élections de 2013 avaient incité le gouvernement à un raidissement autoritaire (1). Et cela a fonctionné : alors qu'il était ébranlé pour son implication présumée dans le scandale 1MDB – 1Malaysia Development Berhad (2) –, le Premier ministre Najib Razak et l'UMNO ont remporté en mai et juin 2016 des élections partielles. Fort de ces résultats, il a continué à renforcer son pouvoir en adoptant de nouvelles lois liberticides.

Aux Philippines, l'élection de Rodrigo Duterte à la tête de l'État en mai 2016 est une très bonne nouvelle pour Pékin qui, là encore, a su lire le vote à sa juste valeur : un ras-le-bol des promesses démocratiques professées par les candidats pro-américains. Le messianisme américain a vécu aux Philippines, incapable qu'il a été à renverser le féodalisme, pire, en le renforçant. Les différents discours du président nouvellement élu font eux aussi écho à des propos entendus en Chine ; Rodrigo Duterte propose en effet un retour à l'autoritarisme afin de résoudre les problèmes que la démocratie « *ne réussit pas à régler* » : « *la drogue, la criminalité et le terrorisme nécessitent des méthodes fortes* ». Pour les mettre en œuvre (et la lutte contre les narcotrafiquants a fait en un an plus de 8 000 victimes), le président ne s'embarrasse pas des procédures démocratiques : après avoir déclaré que les droits de la personne ne s'appliquaient pas aux toxicomanes, il couvre exécutions extrajudiciaires, détentions arbitraires et actes de torture, autant d'infractions clairement anticonstitutionnelles (3). En janvier 2017, le président déclare que « *personne, ni le Congrès, ni la Cour Suprême* » ne pourraient l'empêcher de déclarer la loi martiale « *pour la protection de son pays* » : « *Je ne me soucie pas de la Cour suprême en raison du droit de préserver sa vie et de*

---

(1) A. Aeria & Tan Seng Keat, "Deepening Authoritarian Governance in Malaysia: The 2015 Asian Democracy Index", *Asian Democracy Review*, Vol. 4 (2015), pp. 49-63.

(2) Révélé par le *Wall Street Journal* en juillet 2015, le scandale révèle que le Premier ministre aurait reçu sur ses comptes personnels l'équivalent de 681 millions de dollars en mars 2013, alors qu'il était en difficulté pour sa réélection. De nouvelles informations continuent d'accabler Najib Razak. Voir W. Case "Stress testing leadership in Malaysia: the 1MDB scandal and Najib Tun Razak", *The Pacific Review*, février 2017, pp. 1-22.

(3) M. Thompson "Bloodied Democracy: Duterte and the Death of Liberal Reformism in the Philippines", *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 2016, 35, 3, pp. 39-68.

*ma nation*», a-t-il dit à des hommes d'affaires réunis à Davao City le 14 janvier 2017. Il en appelle même à la mémoire du président Marcos. Le Parlement où il dispose d'une majorité, a rejeté en mai 2017 la demande de destitution qui lui était adressée par Gary Alejano, membre de l'opposition. En juin 2017, suite aux tragiques événements à Marawi, la loi martiale est déclarée à Mindanao.

## Le contrôle de l'opposition

Deuxième caractéristique : le contrôle de l'opposition, celle-ci étant entendue au sens large. Les critiques au régime sont muselées au point que s'instaure « *une culture de la peur* » (1) : grâce à un arsenal législatif plus ou moins sophistiqué (parfois, comme en Malaisie, hérité du passé et réadapté aux nouvelles circonstances), l'opposition est contrainte au silence, les manifestations et autres contestations interdites ou surveillées, les interpellations nombreuses. Toute activité politique est découragée : dans ces conditions, l'opposition émergente et souvent fragmentée ne peut se constituer en alternative crédible. En avril 2015, la loi sur la sédition est amendée par le gouvernement de Malaisie : toute personne qui est poursuivie pour acte de soulèvement contre l'autorité risque jusqu'à vingt ans d'emprisonnement, contre trois ans auparavant ; et en effet, on a assisté à une multiplication des arrestations (91 procès en sédition pour la seule année 2015). Le 9 avril 2015, le Premier ministre Najib Razak déclarait que « *que la loi sur la sédition serait maintenue en vue d'atteindre notre objectif de construire un État stable, pacifique et harmonieux* », un vocabulaire très similaire à celui employé par Xi Jinping. Il n'a pas hésité (avant de le faire arrêter pour sodomie et condamner en février 2015 à cinq ans de prison ferme) à accuser son concurrent direct, Anwar Ibrahim, dirigeant de la coalition d'opposition Pakatan Rakyat, d'être un dangereux musulman radical, proche des Frères musulmans.

Aux Philippines, la sénatrice Leila de Lima, qui dénonce les abus du président en place, est arrêtée en février 2017 au motif qu'elle aurait monté un réseau de trafic de drogue alors qu'elle était ministre de la justice de l'Administration Aquino. Au risque d'être arbitrairement emprisonnés comme Anwar Ibrahim en Malaisie, Leila de Lima aux Philippines, Pongsak Sriboonpeng, Prawet Prapanuku ou Jatupat Boonphattharaksa en Thaïlande – où les arrestations pour crime de lèse-majesté (article 112 du Code pénal) dépassent 105 personnes –, les critiques au régime sont obligés de fuir (2). Nopporn Suppipat, poursuivi entre autres pour crime de lèse-majesté, a dû quitter le royaume et rejoindre la France qui lui a accordé sa protection en lui reconnaissant le statut de réfugié politique ; la junte lui reproche également son implication dans un prétendu scandale de corruption, autre motif fréquent – comme en Chine –, de poursuite des adversaires politiques ; son entreprise est

---

(1) "Deepening the culture of fear: the criminalization of peaceful expression in Malaysia", Human Rights Watch, octobre 2015.

(2) Certains, réfugiés au Laos, craignent pour leur sécurité, le gouvernement demandant à ce pays voisin l'extradition des adversaires politiques.

désormais contrôlée par un homme d'affaires proche des autorités (1). La Thaïlande n'en est pas encore à lancer des opérations type « Sky Net » et « Fox Hunt », véritables chasses à l'homme planétaires (2) mais les méthodes employées pourraient bien convaincre la junte qui collaborent déjà avec la police chinoise (3).

## Le contrôle des médias et de l'information

« D'un point de vue législatif et policier, les libertés d'expression ont clairement reculé en Asie du Sud-Est ; les restrictions sont de plus en plus nombreuses », observe Gayathry Venkiteswaren (4). Si ce recul ne date pas en Thaïlande du coup d'État de mai 2014 (la cyber surveillance a été très efficace depuis 2011, le *Computer Crime Act* date de 2007 et Thaksin Shinawatra avait, en son temps, monopolisé les médias via l'entreprise familiale, Shin Corp., et privé de facto l'espace public d'outils d'investigation et d'analyse critique), elle s'est indéniablement et plus grossièrement renforcée : en avril 2015, les autorités thaïlandaises suspendent la diffusion de Peace TV et de TV 24, deux stations satellites affiliées avec le parti UDD parce que ces « chaînes diffusent des informations critiques sur les autorités militaires » ; de même, les journaux sont priés de ne pas exprimer de critique ouverte susceptible d'atteindre la stabilité politique et la paix sociale.

En dépit du fait que le fameux projet de « grande muraille de l'internet » (un portail unique explicitement revendiqué sur le modèle chinois) ait été abandonné en 2015 (5), le gouvernement travaille actuellement à un projet de loi informatique lui permettant d'accéder à tout ordinateur en cas d'« urgence » : il s'agit de créer un « comité de cybersécurité nationale », dirigé par le général Prayut Chan-O-Cha lui-même et qui l'autoriserait à accéder aux ordinateurs de n'importe quelle compagnie ou particulier sur simple autorisation judiciaire (et en cas d'« urgence nationale », les autorités pourraient même se passer d'une autorisation judiciaire et ne la demander que rétroactivement). La libre expression sur internet est perçue comme une menace pour les régimes autoritaires d'Asie du Sud-Est. Filtrer les flux constitue aussi un objectif en Malaisie : en 2012 déjà, l'amendement à l'article 114 A prévoyait d'autoriser les poursuites contre les hébergeurs, fournisseurs d'accès et internautes qui diffuseraient des « propos diffamatoires ou des critiques envers le pouvoir ». Il n'y a pas que les blogs à être surveillés (6) ; les médias sont également dans le collimateur du

---

(1) Wind Energy Holding, estimée en 2014 à 1,9 milliards de dollars, produit 92 % de l'électricité d'origine éolienne dans le royaume.

(2) Harold Thibault et Brice Pedroletti, « Quand la Chine vient récupérer ses fugitifs en France », *Le Monde*, 26 mai 2017.

(3) En 2015, la Thaïlande a extradé une centaine d'Ouïghours venus chercher refuge sur son territoire et en octobre 2016, Joshua Wong, activiste pro-démocratie de Hong Kong, était empêché par les services de l'immigration thaïlandais de rentrer dans le royaume.

(4) Ancienne directrice de l'Alliance pour la presse en Asie du Sud-Est, Gayathry Venkiteswaren intervenait à l'UNESCO (Paris), le 4 mai 2017.

(5) En juin 2015, Uttama Savanayna, ministre thaïlandais de l'information et de la communication, a reconnu que le gouvernement envisageait de réduire le nombre de portails internet à un seul, contrôlé par le gouvernement. Le tollé a été d'une telle violence que la junte a estimé qu'il n'était pas dans son intérêt de violer le droit des citoyens thaïlandais à l'internet.

(6) Des sites comme Malaysiakini, destinés à « informer pour libérer la conscience citoyenne », sont étroitement surveillés et font régulièrement l'objet de tentatives d'intimidation de la part des autorités.

gouvernement. Le choix est donc simple : des journaux et télévisions ou contrôlés par l'État, ou appartenant à des proches du pouvoir en place et du parti UMNO pour répercuter des discours et messages de propagande, ou qui doivent renouvelés leur licence tous les ans, ce qui oblige à une autocensure et crée un mode d'informations politiquement édulcorées.

## Un capitalisme autoritaire

Autre caractéristique qu'on retrouve en Chine comme dans la région : la mise en place d'un capitalisme autoritaire (1), mélange plus ou moins sophistiqué de développement contrôlé par l'État (ou par un groupe prétendant représenter l'État), de stratégies autocratiques teintées d'un fort relent nationaliste. Ce capitalisme autoritaire affaiblit aussi les fondements de la démocratie en validant le binôme croissance/stabilité autoritaire (2). Ce modèle de développement nourrit évidemment les pratiques de collusion et de népotisme ; il instaure un mode de gestion autoritaire qui se passe des contrôles et règlements normatifs. Selon Brahma Chellaney, l'illustration la plus aboutie de ce capitalisme autoritaire se trouverait en Chine qui l'utilise pour contrôler non seulement les stratégies de croissance – et donc l'accès à la prospérité –, mais aussi les outils technologiques et *in extenso* les mouvements d'idées et les vecteurs qui les favorisent. C'est dire combien les enjeux soulevés par la mise en place des « Nouvelles Routes de la soie » vont être déterminants pour l'avenir non seulement économique mais politique et sociétale des partenaires d'Asie du Sud-Est.

On peut expliquer la résurgence du capitalisme d'État par divers biais : la multiplication des « *autocrates élus* » qui tirent parti de leur position politique pour renforcer impunément leur position économique (sur le modèle de Thaksin Shinawatra en Thaïlande); la stratégie d'autopromotion lancée par des États (la Chine et Singapour par exemple); la crise du capitalisme de marché de 2007-2008 qui a justifié les renflouements massifs décidés par les gouvernements occidentaux; l'essor des fonds souverains dans les pays émergents (Malaisie). En outre, dans un contexte de mondialisation, la concurrence exacerbée stimule la constitution de grands groupes sous contrôle pour gérer au plus près les opportunités. Avec le risque que l'État s'exempte des règles de droit et de prudence les plus élémentaires, y compris le recours à des pratiques de corruption éhontées et des traitements de faveur qu'il prétend pourtant combattre.

Le scandale qui éclabousse et affaiblit le Premier ministre de Malaisie fournit une illustration de ces excès au plus niveau de l'État où le népotisme sans aucune gouvernance traçable révèle le comportement prédateur et irresponsable des élites politiques. Le Premier ministre, via 1MDB (pour *Malaysia Development Berhad*), un fonds souverain qu'il a créé, a utilisé l'argent de ses concitoyens pour investir dans des projets parfois hasardeux tout en détournant des sommes considérables (estimées à 3,5 milliards de dollars) pour enrichir des proches (le fameux JhoLow, d'origine chinoise et basé à Hong Kong) et sa propre famille. Si

---

(1) Selon le concept développé et présenté par Brahma Chellaney, Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, 1er juillet 2016.

(2) Joshua Kurlantzick, *State Capitalism. How the Return of Statism Is Transforming the World*, Oxford University Press, 2016.



l'enquête se poursuit à l'étranger – Suisse, Singapour, États-Unis (1) –, le processus est suspendu, bloqué en Malaisie comme si le problème n'existait pas. Cette opacité et le durcissement du régime à l'égard de l'opposition, des médias et de la société civile (cf. la loi anti-sédition évoquée plus haut) alimente précisément de sérieux doutes. Le procureur général a été démis de ses fonctions en 2015 et son successeur a refusé d'enquêter sur le Premier ministre. Le chef de la Commission nationale anticorruption, qui avait travaillé sur l'affaire, a démissionné prématurément à l'été 2016. Dans la même période, la Malaisie se rapprochait de la Chine.

En Thaïlande, l'argument utilisé par la junte est que précisément les dix ans d'instabilité politique chronique ont fortement nui à la croissance en minant la confiance des partenaires. En outre, estime-t-elle en reprenant le discours de Xi Jinping, la corruption est un fléau qui doit être nettoyé au niveau national et dont l'éradication est, comme en Chine, surveillée au plus près par le Premier ministre et le ministre de la Justice. La junte s'est donc lancée dans des campagnes à répétition et fortement médiatisées. En 2015 par exemple, le gouvernement a émis plus d'une centaine de mandats et transféré des fonctionnaires impliqués dans des affaires de corruption. Et si, effectivement, des personnalités comme l'ex-président de la banque Krungthai, Viroj Nuankae, ou l'ancien ministre du Commerce Boonsong Teriyaphirom sont poursuivis et condamnés pour des faits avérés, d'autres affaires sont délibérément oubliées ou – troisième cas de figure – d'autres sont poursuivis sans avoir la possibilité de défendre leur position ; des accusations qui mêlent à la fois faits financiers et faits politiques et suggèrent plutôt des règlements de compte personnels, façon Bo Xilai. L'armée elle-même détient un nombre important d'intérêts financiers ; elle a tout intérêt à maintenir ses positions et pourrait ne pas appliquer les règles anti-corruption décidées par le Premier ministre ; en ce sens le général Prawit, ministre de la Défense, semble déterminé à profiter en toute impunité de son statut (il est en effet plus âgé que le général Prayuth). Ces jeux, à double vitesse et double apparence, ne gênent pas pour l'instant les investisseurs asiatiques qui bénéficient précisément de conditions moins concurrentielles. Mais ils expliquent pourquoi la Thaïlande, parmi les champions du monde des inégalités (2), a chuté de la soixante-seizième à la cent-unième place des pays, selon l'indice de perception de corruption de l'ONG Transparency International – à égalité d'ailleurs avec les Philippines.

---

(1) Enquêtes suivies par la presse internationale et les experts, ce qui a suscité de fortes récriminations d'ingérence de la part de Kuala-Lumpur ; des journalistes australiens ont même été interpellés et détenus pour avoir posé au Premier ministre des questions sur cette affaire

(2) 1% de la population se partage 58% de la fortune globale du royaume d'après le dernier rapport sur la richesse mondiale (*Global Wealth Report 2016*) publié par le Credit Suisse Research Institute (CSRI).

## Conclusion

Pour établir une sphère d'influence durable en Asie du Sud-Est, la Chine a besoin de ces rapprochements politiques et ne se formalise guère des dérives autocratiques en mettant en avant la non-ingérence et la coopération consensuelle. Ils lui permettent non seulement de valider ses choix politiques mais aussi de mieux contrôler les évolutions en cours pour protéger ses intérêts.

Effet induit – et souhaité –, cette régression démocratique éloigne un peu plus les États-Unis et le système sécuritaire américain de la région en même temps qu'elle signe l'échec d'un Occident qui, en se focalisant sur les pratiques électorales, n'a pas su convaincre de l'intérêt de la démocratie. Le bilan et les perspectives induites sont potentiellement catastrophiques pour les valeurs comme les intérêts occidentaux.

**Sophie Boisseau du Rocher** est chercheur associée au Centre Asie de l'IFRI. Spécialiste de l'Asie du Sud-Est, ses recherches portent sur les relations internationales dans la région (Chine, États-Unis, Asie du Sud-Est) et le développement des systèmes politiques dans la région. Elle a enseigné à Sciences Po Paris (Le Havre, campus Asie), à l'IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale) et au Collège Inter-Armées de défense. De 2008 à 2011, elle a dirigé l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est pour le compte de la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense. Elle est l'auteur de *Le Cambodge, la survie d'un peuple* (Belin, Paris, 2011), *L'Asie du Sud-Est prise au piège* (Perrin, Paris, 2009) et *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est* (L'Harmattan, Paris, 1997). Elle publie dans des revues académiques françaises et étrangères et intervient régulièrement dans les médias.

**Emmanuel Dubois de Prisque** est chercheur associé à l'Institut Thomas More, au sein du programme « Enjeux internationaux », chargé de la Chine (système politique et diplomatie chinoise), des relations Chine-Union européenne et de l'Asie orientale. Il a été traducteur et journaliste (rédacteur en chef du magazine *Asian Affairs* basé à Hong Kong). Entre 2014 et 2016, il a été chercheur invité à l'Institut de Relations Internationales de l'Université Nationale de Chengchi, à Taipei (Taïwan). Il est membre du Comité éditorial de la revue *Mondes chinois. Nouvelle Asie* et contribue régulièrement au magazine *Causeur*.

Programme  
**Enjeux internationaux**

Le Programme *Enjeux internationaux* décrypte, dans un contexte de fortes tensions internationales et d'accroissement des menaces pour notre continent, les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl, et faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, juin 2017

**Paris**

20, rue Laffitte – F-75 009 Paris  
+33 (0)1 49 49 03 30

**Bruxelles**

Rue de La Fauvette, 92, B-1180 Bruxelles  
+32 (0)2 374 23 13

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)  
[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)